

S.O.S. Démocratie au Burundi  
case postale 23  
1211 Genève 24  
CCP 12-20757-1

Angels Baranupama,  
24, rue du Grand Parc  
1227 Les Aléas

Tél. 022/ 301.12.34

## BURUNDI : UN GENOCIDE A HUIS CLOS

B. 10. 93  
- Burundi  
- news Oct. 93  
- Burundi 10/93

### Début d'un cauchemar

Jeudi 21.10.93, il est 01 h 00 à Bujumbura, capitale du Burundi. Les communications téléphoniques sont coupées avec l'extérieur ; mais elles sont rétablies vers 02 h 00. Des coups de fil avec des amis à ce moment-là font état de combats autour du Palais présidentiel, de la résidence du Président de l'Assemblée nationale et de la Radio. La situation est confuse, disent les correspondants au bout du fil.

Des personnalités gouvernementales contactées sur le moment font savoir que ce sont des "soldats du 11e Bataillon paras commandos" de Bujumbura qui ont lancé l'attaque, mais qu'on a la situation en main. Par la suite on apprendra qu'en fait il n'y a pas eu de combats à proprement parler. Des témoins qui étaient sur place rapportent en effet que les militaires "loyalistes" ne se sont pratiquement pas battus contre les "mutins". Raison invoquée : l'inégalité d'armement - léger pour les forces "loyalistes" et lourds pour les "mutins".

Selon des informations circulant à Bujumbura, l'opération s'inscrivait dans un plan d'ensemble bien orchestré, visant à éliminer physiquement l'élite Hutu et les membres du parti FRODEBU<sup>1</sup>, qui venait de conquérir le pouvoir, dans la paix et la dignité, de la façon la plus démocratique qui soit et sous la supervision internationale, et dont les principales étapes devaient être les suivantes :

- 1er jour : assassinat des personnalités suivantes : président de la République, Président et vice-président de l'Assemblée Nationale, Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Fonction publique, de l'Information et porte-parole du gouvernement, ainsi que les responsables de la Sûreté
- 2e jour : élimination physique du reste du gouvernement
- 3e jour : élimination de différents hauts responsables de l'administration (à commencer par les directeurs généraux en tête)
- 4e jour : élimination des cadres du parti FRODEBU, grand vainqueur des élections de juin 1993
- 5e jour : tueries sélectives dans la population à l'intérieur du pays

Les opérations militaires et les massacres des premiers jours semblent confirmer ce plan qui rappelle celui attribué à M. Arthémon Simbananiye<sup>2</sup>. En effet, pendant que le palais présidentiel est attaqué, plusieurs hauts responsables de l'Etat sont arrêtés : Richard NDIKUMWAMI, administrateur général de la Documentation nationale (sûreté), Pontien KARIBWAMI et Gilles BIMAZUBUTE, respectivement président et vice-président de

<sup>1</sup> Front pour la Démocratie au Burundi

<sup>2</sup> "Le plan Simbananiye a été dénoncé en 1967 par le Commandant Martin NDAYAHOZE, alors ministre de l'Information, dans un rapport politique adressé au président de la République M. Micombero (voir annexe)

l'Assemblée nationale, Juvénal NDAYIKEZA, ministre de l'Administration du Territoire et du développement communal (intérieur). Les ministres des affaires étrangères, de la communication, de la fonction publique et du travail réussissent à s'échapper, juste avant leur arrestation.

A 3 h 00 du matin, un entretien téléphonique avec un membre du gouvernement à Bujumbura donne de l'espoir. "Le président de la République est vivant, je viens de l'avoir au téléphone" confie-t-il. A ce moment, l'identité des attaquants n'est pas encore connue et l'on croit savoir qu'il n'y a pas d'officiers supérieurs parmi les "putschistes". On respire un peu et l'on se dit que le pays l'a échappé belle une fois de plus, si du moins c'est fini.

L'interlocuteur termine brusquement l'échange en disant que sa résidence est encerclée par des militaires, dont il ne sait s'ils viennent renforcer sa garde ou l'arrêter. A l'appel quelques minutes plus tard, le téléphone ne répond plus. Plusieurs essais téléphoniques chez d'autres personnalités de Bujumbura n'auront pas plus de succès.

A 04 h 55, les communications sont de nouveau interrompues ; la radio nationale - seul organe de communication publique dans le pays, reste bien muette pendant des jours. C'est par des radios étrangères que ceux qui n'auront pas été tués pendant la nuit apprendront qu'il y a eu coup d'État dans leur pays.

La suite est connue : des milliers et des milliers de morts et au moins 700.000 réfugiés dans les pays voisins (Rwanda, Tanzanie et Zaïre), des centaines de milliers de blessés, de veufs, de veuves et d'orphelins, cassés psychologiquement

Plus d'un mois après son début, le massacre continue, moins massivement par rapport au début, mais rien n'est fait pour l'arrêter réellement et durablement. Un nouveau coup de force de la part de l'armée n'est pas exclu et les membres du gouvernement légitime sont toujours à la merci des putschistes et autres tueurs. C'est aussi l'avis d'un haut fonctionnaire de l'ONU qui a séjourné au Burundi au début du mois de novembre<sup>3</sup>.

Des nouvelles en provenance du pays font état des exactions commises par des militaires qui, pour couvrir leurs méfaits, s'habillent en civils et opèrent surtout la nuit. Afin de ne pas être raflés, les gens quittent leurs domiciles et changent souvent de quartier en ville de Bujumbura laissant ainsi leurs biens à la merci des brigands.

Les membres du Gouvernement qui avaient trouvé refuge dans des ambassades étrangères ont subi de fortes pressions pour qu'ils les quittent le plus vite possible. Au besoin, on a fait courir les rumeurs comme quoi les anciens présidents, le colonel Bagaza et le major Buyoya, sont sur le point de reprendre le pouvoir et qu'il faut les en empêcher absolument. Comment ? En faisant sortir les ministres rescapés au grand jour afin de calmer la population, histoire de prendre du temps pour se réorganiser et mieux planifier leur élimination physique et celles des autres personnalités en cours ou en attente.

Pourtant, Madame le Premier Ministre et les autres membres du Gouvernement n'ont cessé de déclarer depuis le début du putsch qu'ils ne sont pas en sécurité et qu'ils n'ont pas confiance dans l'armée. Ils continuent à demander la présence d'une force extérieure capable de les protéger efficacement contre les agissements de l'armée, dont un bon nombre de chefs comptent bien pourtant parmi les responsables de la catastrophe occasionnée par le putsch.

Les responsables de l'armée, et d'autres milieux Tutsi proches des putschistes déclarent à qui veut bien les entendre qu'il faut que le "gouvernement légal" reprenne en mains les affaires et redresse la situation, que l'armée est redevenue "loyaliste" à 99,9 %. Mais est-ce que cela est possible ? Ne s'agit-il pas plutôt de la pure désinformation ?

<sup>3</sup> cité par *Radio France Internationale* : journal de 7 h 30, mardi 02.11.93

## Du gouvernement légal

Le Président et le vice-président de l'Assemblée Nationale, qui auraient incarné la légitimité constitutionnelle du pouvoir émanant du peuple et de ses représentants - en l'absence du Président de la République, ont été exécutés aux premières heures du 21 octobre. Idem pour l'Administrateur général de la sûreté, le Ministre de l'intérieur et du développement communal, plusieurs gouverneurs de province et administrateurs communaux, ainsi que de très nombreux autres fonctionnaires Hutu de l'intérieur du pays.

D'après la constitution, le pouvoir doit être exercé de manière collégiale par les membres du gouvernement survivants. En effet, dans son article 85, alinéas 1 et 2, celle-ci stipule que :

*En cas d'absence ou d'empêchement temporaire du Président de la République, le Premier Ministre assure la gestion des affaires courantes.*

*En cas de vacance pour cause de démission, de décès ou de toute autre cause de cessation définitive de ses fonctions, l'intérim est assuré par le Président de l'Assemblée Nationale ou, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ses fonctions, par le Gouvernement .*

Par ailleurs, on peut se demander si, dans les circonstances actuelles, Mme le Premier Ministre jouit encore de la confiance de l'ethnie Hutu (85 % de la population), principale victime des massacres en cours depuis le 21 octobre. Parce qu'elle est de l'ethnie Tutsi, dont les éléments ultras sont à l'origine du putsch militaire qui endeuille le pays. Parce que aussi elle est du parti UPRONA<sup>4</sup> dont des membres n'ont cessé de fouler au pied le verdict populaire depuis le début du mois de juin 93.

En effet, profitant de la liberté d'expression et de la pratique démocratique retrouvées, des membres de ce parti n'ont manqué d'organiser des manifestations cherchant à accréditer l'idée que les élections présidentielles et législatives des 1er et 29 juin ont été "tribalisées". Et cela, parce que tout simplement le Président de la République élu était de l'ethnie Hutu, tout comme d'ailleurs bon nombre des députés de la nouvelle Assemblée nationale - 65 députés pour le parti FRODEBU et 16 pour l'UPRONA, au pouvoir depuis 1962. L'un des slogans qui ont fleuri à Bujumbura après les élections est : *oui au multipartisme (mais) non au multiribalisme* pendant que d'autres esprits malveillants qualifiaient de *putsch ethnique* la victoire historique du président Ndadaye et de son parti.

Singulière prestation pour un parti qui se dit démocratique que de refuser le résultat de consultations qu'il a initiées et encadrées à sa guise.

L'UPRONA dont des élus ont été impliqués dans les tentatives de putsch manquées (2 et 16 juin, 3-4 juillet 1993) a tout fait pour bloquer ou retarder le fonctionnement de la nouvelle assemblée nationale par une série d'artifices et de manoeuvres juridico-parlementaires. Et à l'occasion du débat sur l'amnistie générale accordée aux prisonniers politiques par le président Melchior NDADAYE, les parlementaires UPRONA n'ont pas hésité à demander que l'amnistie s'applique aussi aux auteurs de la tentative du coup d'État et d'assassinat du nouveau président élu du 3 au 4 juillet 93.

Après le putsch du 21 octobre et le massacre qui l'a accompagné, l'UPRONA et ses partisans ont manifesté pour dire qu'il y a absence d'autorité politique dans le pays, qu'il faut que les ministres et les autres personnalités qui ont échappé au massacre "sortent de leur exil" et viennent gouverner le pays au grand jour.

<sup>4</sup> *Union pour le Progrès National* : parti fondé à la fin des années 1950 par le fils du roi Mwambutsa, assassiné le 13 octobre 1961 alors qu'il venait de remporter les premières élections nationales, qui devaient mener à l'indépendance (1er juillet 1962)

## L'armée : une loyauté pour le moins douteuse

Fins manoeuvriers ayant tissé de solides relations pendant plus de trente années de pouvoir sans partage dans différents milieux d'affaires et diplomatiques, les militaires et les gens de l'UPRONA parviennent à faire accréditer cette thèse auprès de personnalités influentes à Bujumbura.

La manoeuvre est si bien menée que même l'émissaire du Secrétaire Général des Nations Unies semble avoir été pris au piège de la "légalité", supposée incarnée par Mme le Premier Ministre, et à celui de la "loyauté de l'armée". Selon lui, "le coup d'État a échoué" et il faudrait que les ministres réfugiés dans les ambassades reprennent leur fonction au grand jour<sup>5</sup>.

Comme si, tout d'un coup, ceux qui ont torturé et mutilé ignominieusement le président Melchior Ndadaye<sup>6</sup> et d'autres victimes avant de les exécuter, qui ont délibérément décapité l'État et plongé le pays dans le chaos sont devenus des anges protecteurs de la légalité et du bien-être de la population en général et de l'ethnie Hutu en particulier, qu'ils continuent à terroriser et à tuer un peu partout dans le pays.

Les membres rescapés du putsch ne manquent cependant pas de clamer qu'ils n'ont pas confiance dans cette armée-là et à réclamer une force extérieure capable de les protéger efficacement. Pendant ce temps, les militaires, relayés par la presse internationale, proclament que le putsch est fini, que l'armée est redevenue loyaliste à 99,90% et que le gouvernement n'a qu'à reprendre son travail.

Mais, comment croire que l'armée est devenue loyaliste, lorsqu'on sait que le chef d'État-major général, le colonel Jean Bikomagu, a été désigné dès les premiers jours du putsch comme étant l'un des organisateurs de ce dernier ? Lorsqu'on sait que, au lendemain du coup de force, toutes les unités de l'armée et de la gendarmerie se sont ralliées aux putschistes, qu'aucun responsable militaire ni aucune unité ne s'est déclaré opposé aux putschistes ? Le bimensuel catholique *Ndongezi* <sup>7</sup>, dont le numéro du 1er au 15 novembre est consacré au putsch du 21 octobre relève avec justesse que c'est la première fois dans l'histoire des coups d'État au Burundi que les militaires, les gendarmes et les policiers (municipaux) se mettent ensemble pour faire un coup d'État.

Comment croire à la loyauté de l'armée lorsqu'on sait que, au lieu de cela, celle-ci a commencé plutôt à massacrer, dès le 21 octobre, les fonctionnaires Hutu dans les provinces du pays densément peuplées et à forte dominance Hutu (Gitega, Karuzi, Kayanza, Ngozi, Ruyigi, etc.) ?

Il est donc difficile de parler de loyauté de l'armée envers les institutions républicaines qu'elle a décidé de démolir alors qu'elle était chargée de les protéger. Les déclarations des hauts officiers de l'armée burundaise visent à disculper ces derniers, à leur permettre de gagner du temps et à mieux se réorganiser en vue d'autres massacres encore programmés.

Les informations en provenance du pays indiquent que ces différentes forces armées n'ont jamais obéi aux ordres du "gouvernement légal" depuis la nuit du putsch. Et en cette fin du mois de novembre, les militaires se sont redéployés un peu partout dans le pays ; dans les régions où les Tutsi sont relativement nombreux - comme dans la province de Bururi ou dans la capitale, Bujumbura- les armes sont distribuées aux civils (Tutsi du

<sup>5</sup> Cité par Jean Hélène, dans *Le Monde*, samedi 30 octobre 1993, p. 5

<sup>6</sup> Selon nos informations personnelles et le quotidien *Libération* du 5 novembre 1993, les soldats lui auraient brisé les vertèbres du coup, avant de le mutiler en lui coupant le nez, la langue et le sexe" (des sévices que devrait confirmer ou infirmer l'autopsie commandée par le gouvernement).

<sup>7</sup> *Ndongezi*, Bujumbura, 1 - 15 novembre 1993

Burundi et réfugiés Tutsi du Rwanda), tandis que des élèves du secondaires reçoivent des entraînements militaires.

En 1972/73, suite aux massacres perpétrés par l'armée et les milices du parti UPRONA (100 à 200.000 morts et plus de 250.000 réfugiés), on estimait dans les milieux Tutsi extrémistes avoir réglé le problème pour 20 ans. Les opérations qui ont suivi cette période ont été localisées : en août 1988 elles touchèrent essentiellement le Nord du pays (50.000 morts et 60.000 réfugiés - rapatriés dans l'entre-temps) tandis qu'en novembre 1991 ce fut le tour de Bujumbura et les provinces de l'Ouest du pays (au moins 40.000 réfugiés, rapatriés peu après, et un chiffre inconnu de morts). Aujourd'hui, on voudrait que ce soit pour au moins 50 ans.

Cela fait déjà des dizaines et des dizaines - voire des centaines- de milliers de morts et plus de 700.000 réfugiés, qui sont venus s'ajouter aux centaines de milliers d'autres partis lors des massacres antérieurs, et dont un grand nombre avait commencé à regagner la patrie depuis l'investiture du président Melchior Ndadaye, le 10 juillet 93.

### Un cycle de massacres répétitifs et sélectifs

1965, 1969, 1972, 1973, 1988, 1991, 1993, sont autant d'années où le Burundi a été endeuillé suivant un scénario identique : provocations diverses, révolte d'une partie de la population, état d'urgence des semaines ou des mois durant, isolement du pays par rapport à l'extérieur, répression sanglante de l'armée. Et chaque fois à la clé, des centaines de milliers de morts et de réfugiés que l'on recense dans les rangs de la population civile et essentiellement dans l'ethnie Hutu.

Devant un tel génocide, qui est loin d'être terminé en cette fin du mois de novembre (la liquidation de personnalités politiques telles que l'administrateur de Makebuko ou le gouverneur de Kirundo, ou de dizaines de simples citoyens dans divers quartiers de Bujumbura est là pour le confirmer), la communauté internationale ne peut se contenter d'observer seulement et de désapprouver des bouts des lèvres l'entreprise des militaires burundais. Il y a là une "urgence démocratique" et un devoir de solidarité dont elle devrait pas se dérober.

Il est impératif que :

- soit mis fin aux massacres en cours dans le pays,
- soient menées des enquêtes impartiales sur le putsch du mois de 21 octobre 1993, les massacres qui l'ont accompagné et ceux des périodes antérieures,
- soit démantelée la force brute qui sème périodiquement terreur, mort et désolation dans le pays uniquement pour se maintenir au pouvoir,
- soit mise en place une armée nationale digne de ce nom, une armée qui ne soit pas monoethnique comme c'est le cas aujourd'hui.

Le putsch du 21 octobre est un affront non seulement au peuple burundais dans son ensemble mais également à tous les démocrates du monde entier et à la communauté internationale, qui a soutenu le redressement engagé au Burundi depuis les massacres de 1988 et supervisé les élections présidentielles et législatives de juin 1993. Chacun est interpellé pour faire ce qui est en son pouvoir afin que cesse la tuerie actuelle et que le processus démocratique reprenne son cours normal pour le bien de tout le monde dans le pays et la région des grands lacs africains.

Genève, le 29 novembre 1993

**S.O.S Démocratie au Burundi**  
Angelo BARAMPAMA (président)